

**CFS Voluntary Guidelines on Gender Equality and Women's and Girls' Empowerment
in the Context of Food Security and Nutrition**

– Version 1 of Zero Draft –

Commentaires écrits de la France :

- La France tient tout d'abord à féliciter ce document qui déploie une approche holistique des enjeux de genre dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- Ce document permettra de limiter le cloisonnement de l'action des différents partenaires, et notamment des agences de développement et de mieux répondre aux besoins le plus cruciaux des femmes.
- La France salue la reconnaissance de la contribution des femmes à la sécurité alimentaire notamment à la cohérence recherchée avec la section qui leur est dévolue dans les VGFSyN.
- Ce texte doit être ambitieux dans son contenu car il va fixer les orientations en la matière pour les prochaines années. En outre, il existe un momentum au plan international pour l'adoption d'un texte ambitieux avec l'adoption par la Commission Population et Développement d'une résolution pour la première fois depuis 2016 qui se trouve être sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- Ainsi, nous sommes attachés aux mentions des « transformative approaches » et à « gender equality ».
- Les « policy areas » devraient être renforcées pour permettre une véritable opérationnalisation des directives dans le document.

Notamment, le document pourrait mettre plus en avant :

- Les enjeux de la formation et de la transmission des savoirs -notamment pour rendre plus visible la contribution des savoirs féminins à la sécurité alimentaire et à la nutrition- : Ces enjeux de formation et de transmission des savoirs sont structurants pour le devenir et la résilience des agricultures familiales : biodiversité et agroécologie et nutrition, prévention des crises, développement économique local, développement rural et agricole, développement humain, cohésion sociale et paix durable
- Le rôle des femmes dans les différentes étapes de la chaîne alimentaires allant de la production à la transformation en passant par la conservation et la consommation (pratiques culinaires locales, régimes alimentaires, choix et cuisson des aliments) et plus globalement leur place dans les systèmes alimentaires ;
- Amélioration de l'accès au foncier et autres moyens de production pour les femmes
- La France porte une ambition très forte sur la promotion des droits et santé sexuels et reproductifs. Nous avons noté la mention de « sexual and reproductive health and reproductive rights » et nous nous en félicitons. Nous souhaitons que cette mention soit

conservée à minima et nous défendons la conception plus large de « sexual and reproductive health and rights ».

- De la même façon, nous sommes satisfaits du langage sur les « gender-based violences » et « harmful practices » et nous souhaitons leur maintien, sans préjudice d'un niveau supérieur d'ambition sur ce sujet.

- La France apprécierait en outre l'inclusion du langage sur « sexual orientation and gender identity ».

- La France apprécierait également un langage renforcé sur les systèmes de protection sociale, notamment faisant référence à la Couverture maladie universelle (langage agréé tel que figurant dans la résolution AGNU A/RES/74/2).